

Régis DE GOUTTES

L'une des meilleures définitions du principe de l'indépendance et de l'impartialité des juges a été donnée, me semble-t-il, par la Cour européenne des droits de l'homme¹ :

Pour établir si un organe peut passer pour indépendant, a-t-elle dit, il échet de prendre en compte notamment le mode de désignation et la durée du mandat de ses membres, l'existence d'une protection contre les pressions extérieures et le point de savoir s'il y a ou non apparence d'indépendance.

Comme on le sait, ce principe d'indépendance et d'impartialité a été appliqué avec rigueur aux juges nationaux, notamment par la Cour européenne des droits de l'homme, qui a prononcé plusieurs condamnations de la France à ce sujet, en recourant largement au critère dit de « l'apparence ».

Les incidences de ces condamnations ont été importantes sur l'organisation juridictionnelle française lorsqu'il s'est agi d'appliquer, par exemple, la règle du non cumul successif des fonctions dans les juridictions ou les nouveaux critères de la Cour européenne des droits de l'homme concernant la place des avocats généraux dans le fonctionnement de la Cour de cassation².

La Cour de cassation s'est montrée, d'une façon générale, respectueuse des nouvelles exigences de la Cour européenne des droits de l'homme en la matière. Il suffit de rappeler, entre autres, l'arrêt de l'Assemblée plénière de la Cour de cassation du 6 novembre 1998 (concernant le juge des référés), l'arrêt de la même Assemblée plénière du 5 février 1999 (concernant le rapporteur de la Commission des opérations de bourse), l'arrêt de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 5 octobre 1999 (concernant le rapporteur du Conseil de la concurrence) ou les arrêts de la 1^{ère} chambre civile de la Cour de cassation des 5 octobre 1999 et 23 mai 2000 (concernant les rapporteurs dans les procédures disciplinaires des avocats).

Il convient alors de se demander si ce principe d'indépendance et d'impartialité, appliqué avec beaucoup de rigueur aux juges nationaux, est également respecté par les juridictions internationales.

Or force est de constater que c'est un régime bien différent et nettement moins rigoureux que celui appliqué aux juridictions nationales qui prévaut devant la

¹ Cf. : Commission européenne des droits de l'homme : arrêt *Langborger c/ Suède* du 22 juin 1989 (série A n° 155 § 32).

² Cf. : arrêt de la CEDH *Reinhardt et Slimane Kaïd* des 31 mars 1998, 25 janvier 2000, 27 novembre 2003, suivis de nombreux autres arrêts.